



Monsieur Bruno Le Maire
Ministre de l'Économie, des Finances et de la
Souveraineté industrielle et numérique
139 rue de Bercy
75572 Paris Cedex 12

Paris, le 2 février 2024

Objet : préavis de grève pour les journées du 1er juillet au 8 septembre 2024.

Monsieur le Ministre,

Le Comité d'Organisation des Jeux Olympiques de Paris a signé en 2018 une charte sociale avec les organisations syndicales dont la CGT. Les Jeux Olympiques doivent être l'occasion de progrès sociaux et non de régressions sociales. Or, un cadre régressif dérogatoire au droit du travail a été mis en place.

De plus, même si les échanges avec les organisations syndicales du ministère ont débuté il y a quelques mois, ceux-ci sont bien tardifs et n'apportent pas suffisamment de réponses et de garanties concrètes pour les personnels.

Ainsi par exemple :

- >> Peu d'anticipation sur les besoins précis en effectifs.
- >> Pas de quantifications exactes pour répondre à un taux de présence optimal pour la période afin d'accueillir les millions de personnes attendues.
- >> Présence obligatoire pour certains agents pour les mois de juillet et août, sans prise de congés, y compris les congés bonifiés.
- >> Problèmes de gardes d'enfants en période d'été (crèches fermées, assistantes maternelles en congés,...).
- >> Des formations bouleversées pour les nouvelles recrues.....

Nous avons conscience qu'il s'agit d'un dossier interministériel et que nous sommes tributaires pour certains aspects des retards pris par le ministère de l'intérieur.

Qui aurait pu prévoir que les Jeux Olympiques se tiendraient en France en 2024 ? La CGT ; qui dès le départ s'est engagée pour que les Jeux Olympiques soient une fête populaire, un modèle de fraternité et de rencontre des peuples, ce qui est incompatible avec la remise en cause des droits des personnels.

Aussi, pour que les personnels puissent défendre leurs droits risquant d'être remis en cause pendant cette période, la Fédération des finances CGT dépose un préavis de grève du 1er juillet au 8 septembre 2024 couvrant l'ensemble du périmètre ministériel.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'expression de notre très haute considération.

**Secrétaire général de la fédération
des Finances CGT**
Alexandre DERIGNY